

Revue de presse 2022-2023



N°33

14 au 28 novembre 2022




Rédacteurs : Emilie Krezdorn, Josué Nuss-Schildknecht, Marin Sorasso-Bluem

Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse.




Les articles sont développés dans les pages suivantes.

Les titres de la presse

Armement

-  1. La France a finalement livré deux systèmes CROTALE NG et deux Lance-roquettes unitaires à l'Ukraine
-  2. Airbus Defence & Space veut aider Korea Aerospace Industries à vendre ses avions de combat en Europe
-  3. La Pologne commande deux navires de renseignement au groupe suédois Saab



International

-  4. Guerre en Ukraine : Entre « surréaction » et « modération », l'épisode du missile en Pologne
-  5. Influence : Pour Paris, la Russie s'attaque indirectement à la France en ciblant certains pays africains
-  6. Taïwan au centre de la rencontre entre le chef du Pentagone et son homologue chinois

Opérationnel

-  7. Ukraine: après les tirs contre la centrale de Zaporijjia, l'AIEA appelle « à arrêter cette folie »

Focus : attaques au Kurdistan

-  8. La Turquie mène l'opération « Griffe épée » contre les Kurdes dans le nord de l'Irak et de la Syrie
-  9. L'Iran mène de nouvelles attaques au Kurdistan irakien

Armement

1. La France a finalement livré deux systèmes CROTALE NG et deux Lance-roquettes unitaires à l'Ukraine

Début novembre, le fonds de soutien de 100 millions d'euros proposé au Parlement pour permettre aux Ukrainiens de traiter directement auprès des industriels français sans ponctionner les stocks de l'armée française, est passé à 200 millions d'euros à la suite d'un amendement de la majorité, soutenu par le Gouvernement. Dans le même ordre d'idée, les livraisons d'équipement militaire continuent : le ministre des Armées Sébastien Lecornu a ainsi indiqué au JDD ce dimanche 19 novembre la livraison de deux batteries Crotale NG, deux lance-roquettes multiples, tout en étudiant les demandes pour des radars. Par ailleurs, dans le cadre de la Mission d'assistance militaire de l'Union européenne en soutien à l'Ukraine, ou European Union Military Assistance Mission (EUMAM) Ukraine, la France formera 2000 soldats ukrainiens sur son sol, des artilleurs aux mécaniciens.

2. Airbus Defence & Space veut aider Korea Aerospace Industries à vendre ses avions de combat en Europe

Pendant que les relations entre Dassault et le groupe Airbus sont toujours difficiles sur le projet du SCAF, malgré les bonnes volontés des gouvernements français et allemand, et l'annonce d'un accord pour poursuivre les travaux, une agence de presse sud-coréenne rapportait la rencontre le 16 novembre dernier du PDG d'Airbus Space & Defense avec le ministre coréen de l'Industrie. Les discussions du 16 novembre portaient sur l'approfondissement des bonnes relations entre Airbus et le groupe Korea Aerospace Industries, qui a déjà signé un contrat portant sur des avions de combat avec la Pologne l'été dernier. Des facilités pour des exportations de chasseurs coréens sur le marché européen et la possible installation d'un centre de recherche Airbus en Corée du Sud sont discutées.

3. La Pologne commande deux navires de renseignement au groupe suédois Saab

Depuis le début de la guerre en Ukraine, la Pologne, pays frontalier avec l'Ukraine et la Biélorussie, alliée de Moscou, a engagé un programme de modernisation de ses troupes aériennes, terrestres et maritimes. De nombreuses commandes ont été passées par Varsovie afin de renforcer les capacités militaires du pays, la dernière date du 25 novembre 2022. Le gouvernement a passé une commande de 620 millions d'euros au groupe suédois Saab en vue d'acquérir deux navires de classe « Delfin » spécialisés dans le recueil du renseignement d'origine électromagnétique. Les navires seront directement construits en Pologne par Remontowa Shipbuilding SA, tandis que Saab assurera la maîtrise d'œuvre de ce programme. Si aucune précision n'a été donnée, il est probable que les navires commandés par la Pologne s'inspirent du HSwMS Artemis de la marine royale suédoise.

L'objectif est donc double : d'une part, remplacer les ORP Nawigator et ORP Hydrograf, deux vestiges des années 1970 ; d'autre part améliorer la collecte du renseignement près de l'enclave russe voisine de Kaliningrad et suivre les manœuvres russes en mer Baltique.

4. Guerre en Ukraine : Entre « surréaction » et « modération », l'épisode du missile en Pologne en dit long sur Zelensky

Le 15 novembre 2022, un missile est tombé près de la ville polonaise de Przewodow, faisant deux morts. Cette violation territoriale est d'autant plus grave qu'elle fait craindre une escalade des tensions puisque la Pologne est membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) depuis 1999. Mais alors que le président ukrainien Volodymyr Zelensky a rapidement affirmé que le projectile était d'origine russe, les renseignements américains ont conclu que le missile était ukrainien, et qu'il s'agissait d'un dégât collatéral d'un missile anti-missile ukrainien.

La posture de Varsovie, qui a estimé qu'il était « hautement probable » qu'il s'agisse d'un « accident malheureux » dû à un projectile ukrainien, a été différente de celle du président qui a précisé qu'il n'avait aucun doute que le missile soit russe et qu'en vertu des principes de l'OTAN, la communauté internationale devait agir. D'un côté, la Pologne a choisi une posture prudente alors que l'Ukraine, engagée dans une communication de guerre, cherche des conclusions pour inciter la communauté internationale à s'engager davantage dans le conflit.

La Russie a bien évidemment fustigé la « provocation » du Président Zelensky, Joe Biden a quant à lui jugé « improbable » la possibilité d'un tir russe. Toutefois, pour Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN, cela ne fait aucun doute : « Soyons clairs. Ce n'est pas la faute de l'Ukraine ». Deux jours plus tard, le président ukrainien est revenu sur ses déclarations en affirmant « ne pas savoir ce qu'il s'était passé », bien qu'il reste convaincu que le missile soit russe. Il a conclu que seule une enquête internationale à laquelle participera des experts ukrainiens permettra de définir avec précision l'origine du tir.

En temps de guerre, l'opinion publique et internationale est très importante. Depuis le début de l'opération spéciale militaire russe lancée en Ukraine, la guerre est « sale » pour les deux camps. L'escalade des tensions atteint parfois des pics et la communication de crise y joue un rôle prépondérant. Si le président ukrainien, par sa communication continue depuis le début du conflit, marque les esprits, cette affaire démontre aussi les limites d'une communication à « flux tendu » comme le souligne Alexandre Eyriès, enseignant-chercheur en sciences de la communication. Ce dernier prédit d'ailleurs qu'une « fois le conflit terminé, il pourrait y avoir une espèce de retour de bâton, avec des condamnations a posteriori de certaines de ses déclarations ».

5. Influence : Pour Paris, la Russie s'attaque indirectement à la France en ciblant certains pays africains

Depuis que la Russie a obtenu fin 2017 une dérogation à l'embargo sur les armes imposé à la Centrafrique auprès du Conseil de sécurité des Nations unies, la France s'inquiète de la place prise par la Russie en Afrique. En effet, la Russie envoie des « instructeurs militaires civils » à Bangui et répand de « fausses nouvelles » jouant en défaveur de l'intégrité française, dans un contexte déjà fragilisé par la perspective de rétrocéder le camp de M'Poko situé à Bangui aux armées centrafricaines. Toutefois, c'est surtout l'implantation du groupe de mercenaires russes Wagner qui inquiète les autorités françaises et internationales dans la mesure où l'ONU affirme que des « actes de torture inhumain » en vue du contrôle des ressources minières du pays y sont perpétrés. La Russie est également présente au Mali, pays duquel la France s'est officiellement désengagée le 9 novembre 2022 après un engagement d'un peu moins de dix ans au titre des opérations Serval et Barkhane, sur fond de *fake news* incriminant la France. Elle a su profiter du double coup d'état qui a mis le colonel Assimi Goïta au pouvoir et s'est appuyé sur le groupe paramilitaire Wagner. Cette présence russe pousse les autorités françaises à réfléchir aux questions d'influence, influence qui rejoint depuis la dernière *Revue nationale stratégique* les fonctions stratégiques.

6. Taïwan au centre de la rencontre entre le chef du Pentagone et son homologue chinois

Alors que leurs chefs d'Etats se réunissaient au sommet du G20 à Bali le 15 et 16 novembre dernier, le secrétaire à la Défense américaine Lloyd Austin et son homologue chinois Wei Fenghe s'entretenaient au Cambodge ce mardi. Si les tensions entre les deux puissances sont importantes, Austin a réaffirmé vouloir entretenir un dialogue permanent pour « éviter que la compétition ne dégénère en conflit ». Le chef du Pentagone a également rappelé la position américaine sur Taïwan et l'assurance que les Etats-Unis continueront à lui fournir des armes pour se défendre face aux incursions chinoises.

7. Ukraine: après les tirs contre la centrale de Zaporijjia, l'AIEA appelle « à arrêter cette folie »

La centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijjia est une des plus puissantes d'Europe. Située à proximité du Donbass, elle a été une cible aux débuts de l'« opération spéciale » russe débutée le 24 février 2022, avec un incendie dès le 4 mars à la suite de frappes, inquiétant l'International Atomic Energy Agency (IAEA) ou Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), organisation internationale dépendant des de l'Organisation des Nations unies (ONU). Des frappes autour mettent ainsi en danger la sécurité de la centrale et donc celle des habitants de la région et au-delà avec le risque de contamination et d'irradiation d'une large zone. Le 5 octobre 2022, le président Poutine a déclaré la centrale comme propriété de la Russie. Une nouvelle fois, des frappes ont eu lieu durant le weekend du 19 novembre 2022, faisant pointer encore ce risque avec des dégâts sur les installations. L'IAEA pointe une nouvelle fois le risque nucléaire, sans incriminer les Ukrainiens ou les Russes, l'origine des tirs étant encore à ce jour inconnue.

Focus : attaques au Kurdistan

8. La Turquie mène l'opération «Griffe épée» contre les Kurdes dans le nord de l'Irak et de la Syrie

Les Kurdes représentent l'une des minorités sans Etat propre les plus importantes du monde, et sont dispersés entre quatre pays principaux : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Ils peuvent être présents dans des régions qui ont différents niveaux d'autonomie, et qu'on nomme Kurdistan, comme le Kurdistan irakien, reconnu par l'Irak, et le Kurdistan syrien, qui désigne la Rojava, région autonome de facto. Les mouvances politiques sont diverses : en Syrie, on retrouve ainsi le Parti de l'Union démocratique (PYD), avec les Unités de protection du peuple (YPG) en tant que bras armé. En Turquie, un des partis d'opposition kurde, le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), est classé par de nombreux pays comme une organisation terroriste, en comptant la Turquie, les Etats-Unis et même l'Union européenne. La Turquie désigne le Kurdistan syrien comme base arrière du PKK, justifiant ses offensives comme l'opération Bouclier de l'Euphrate (2016-2017), Rameau d'Olivier (2018) et Source de Paix (2019). Le 13 novembre 2022, un attentat à Istanbul a fait six morts et 81 blessés. Le pouvoir turc a attribué l'attaque au PKK, ce dont l'organisation se défend, en précisant que l'attaque aurait été ordonnée depuis Kobané, ville du Kurdistan syrien. Depuis, l'opération Griffe Epée est lancée, avec des frappes aériennes turques ciblant notamment Kobané. A ce jour, l'opération n'est pas encore terrestre.

9. L'Iran mène de nouvelles attaques au Kurdistan irakien

Depuis la mort de Mahsa Amini, étudiante décédée peu après son arrestation par la police des mœurs iranienne, la contestation en Iran a atteint des sommets. Dans le Kurdistan iranien, d'où provient Mahsa Amini, la répression se fait aussi jour, par exemple à Mahabad, où l'armée patrouille désormais, mais dépasse le cadre géographique avec des frappes au Kurdistan irakien, entité politique autonome reconnue par l'Irak, qui borde la région. L'Iran accuse ainsi les partis de cette région d'attiser la contestation en Iran, et veulent que les bases militaires kurdes en Irak se déplacent plus loin de la frontière. Ces frappes suivent la rencontre entre le général iranien Esmail Ghanni et le premier ministre irakien Mohammed Chia al-Soudani.